

## Original Research Article

## Pauvreté et Secteur Informel à Bukavu: Profil des Détaillants des Produits Agricoles à l'Ere de la Pandémie COVID-19

Murhula Balasha Benjamin<sup>1</sup>, Kitsali Katungo Jean-Helene<sup>2</sup> & Mushagalusa Balasha Arsene<sup>3\*</sup>

<sup>1,2</sup>Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Lubumbashi, PO Box 1825, Lubumbashi, République démocratique du Congo

<sup>3</sup>Département d'Economie Agricole, Faculté des Sciences Agronomiques, Université de Lubumbashi, PO Box 1825, Lubumbashi, République démocratique du Congo

**Corresponding Author:** Mushagalusa Balasha Arsene, E-mail: [mushagalusabalasha@Unilu.ac.cd](mailto:mushagalusabalasha@Unilu.ac.cd)

### ARTICLE INFO

*Article History*

**Received:** July 21, 2020

**Accepted:** September 10, 2020

**Volume:** 2

**Issue:** 2

### KEYWORDS

Poverty, Street Vendors, Food, Agricultural Products, COVID-19

### ABSTRACT

This study "Poverty and Informal Sector in Bukavu: Profile of Agricultural Product Retailers during the COVID-19 Pandemic" examines the socioeconomic status and the allocation of the resources among poor households in the context of the ongoing global health crisis (COVID-19 pandemic). In developing countries, informal economic activities offer job opportunities and are often the unique source of income for many urban dwellers. A survey was conducted in the town of Bukavu (eastern DR Congo) to assess the socioeconomic status of the agricultural commodity retailers and the impact of COVID-19 on their daily lives as well as their businesses. Food retailers are predominantly women (83%) and few men (17%) from disadvantaged urban entities and rural areas, working with a mere capital ranging from 2 to 120 USD. This business capital also highlights the urban-rural gap and gender differences to access the resources. Over 43% of these retailers work 9 to 12 hours a day and sell mainly fruits and vegetables (67%). A large proportion among them (54%) earns less than 1.90 USD per day, which is insignificant to meet the basic needs of their households in that town where the cost of living has become expensive and affected by the depreciation of the Congolese francs (local currency), subsequent to the volatility of the exchange rate. Daily earned incomes are mainly allocated to food expenses (81%) and the payment of debts contracted by the households (30%). Most of these food retailers reported that, the COVID-19 pandemic has complicated their daily lives by influencing the exchange rate (60%), the increase in food prices (72%) and the rise of police harassment (9%). These results should challenge the public authorities who will realize that the analysis, often partisan, made by political actors of the economic growth still masks deep disparities and misery within the society.

## 1. Introduction

Depuis l'indépendance et toutes les séries d'élections tenues jusqu'à celles récentes de décembre 2018, les gouvernements successifs de la République Démocratique Congo (RDC) n'ont cessé de nourrir d'espoirs et promettre une amélioration des conditions socio-économiques de plusieurs congolais trainés sous le joug de la pauvreté. Selon Lebailly et Muteba (2011), ces espoirs et promesses ont été déçus, au contraire, la situation s'est détériorée au lieu de s'améliorer. Les faits sont tels que la situation alimentaire reste préoccupante : près de 16 millions de personnes souffrent de la faim et de carence alimentaire aigue suite à la faible performance du secteur agricole, ce qui contraint le pays à importer des denrées alimentaires des pays voisins, de l'Afrique australe et de l'est, entraînant ainsi une perte importante des devises (Tshomba *et al.*, 2020). Les inégalités sociales se creusent davantage (Moumami, 2010 ; JICA, 2017) et plus de 70% de la population vivent dans la pauvreté (Moumami, 2010 ; World Bank, 2012). La malnutrition exacerbée par les conditions sécuritaires et socio-économiques précaires constitue un fléau qui tue de milliers d'enfants chaque année (Kandala *et al.*, 2011 ; Barlow *et al.*, 2015). En plus de cette situation déjà sombre, plusieurs groupes armés attisent et exacerbent les conflits sociaux et contraignent des milliers de personnes à se déplacer ou simplement à l'exode rural (Linard *et al.*, 2014; Barlow *et al.*, 2015),

ce qui a conduit à l'explosion démographique dans les zones urbaines et périurbaines, de plus en plus paupérisées. Alors que les dernières décennies, le pays a engagé beaucoup d'efforts dans un contexte difficile et fragile, sans toutes fois atteindre aucun des objectifs millénaires du développement (OMD) Kasongo et Ditend (2020), cette pandémie va réduire non seulement la croissance économique mais aussi fragiliser davantage les acquis cumulés. La figure 1 présente les défis qui restent à relever selon les objectifs du millénaire de développement en République démocratique du Congo.

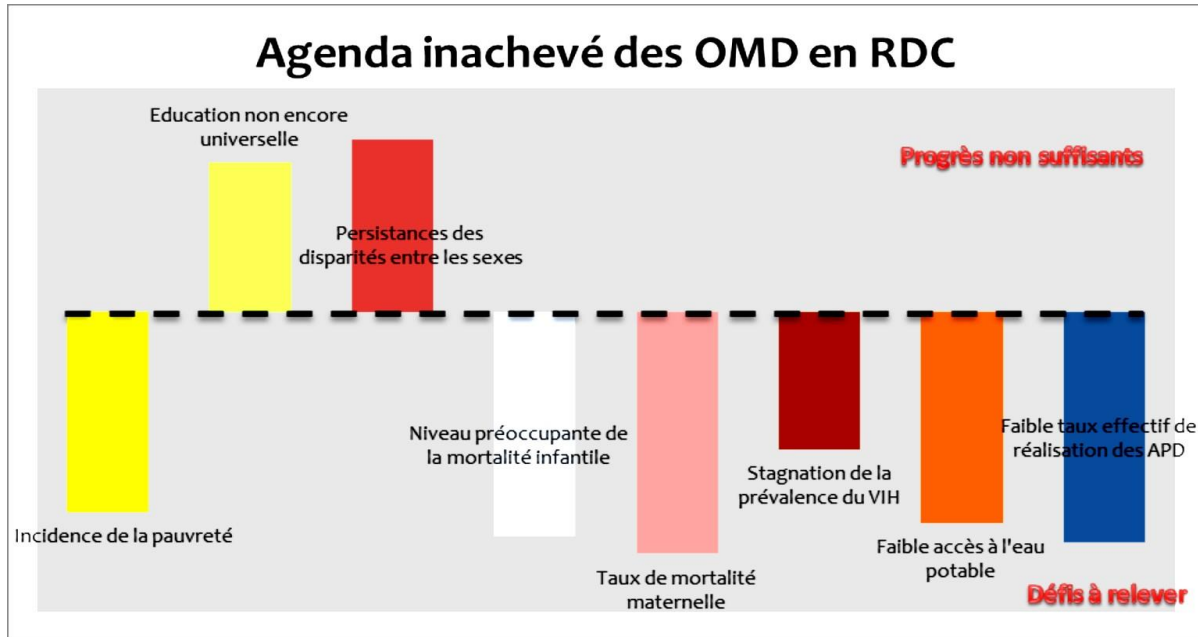


Figure 1 : Agenda inachevé des OMD en RD Congo, tiré de Kasongo et Ditend, 2020

En RD Congo, et particulièrement dans les villes congolaises, on rapporte une explosion démographique mais il n'existe aucune donnée précise sur la taille de la population car le dernier recensement date de 1984 (World Bank, 2012 ; Linard *et al.*, 2014;) et plus souvent, les projections et les estimations effectuées sont parfois discordantes entre les données officielles et celles des organisations non gouvernementales ou des chercheurs. A titre illustratif, les statistiques disponibles à la mairie de Bukavu montrent qu'en 1980 la population de cette ville était de 250.359 habitants et en 2004, elle était de 459.070 habitants et, selon les statistiques de la division des affaires intérieures du Sud-Kivu, la ville comptait 667.477 habitants en 2009 (Vwima, 2014) alors que le rapport de *Secure Livelihoods Research Consortium* montre que la ville dépassait déjà plus de 1 million habitants dans les années 90s. (Weijs *et al.*, 2012). Certains chercheurs affirment néanmoins que la population a évolué de manière exponentielle (Aleke, 2016), mais la production alimentaire locale n'a pas suivi le même rythme, ce qui a amené la province, à travers la ville de Bukavu et la cité d'Uvira à privilégier les échanges frontaliers avec le Rwanda et le Burundi, de quels proviennent d'importantes quantités des denrées alimentaires pour suppléer l'offre alimentaire locale déficitaire (Vwima, 2014). Alors que la pandémie COVID-19 exacerbe la pauvreté et les inégalités sociales déjà existantes (Balasha *et al.*, 2020), elle affecte négativement aussi nombreux secteurs tels que la production agricole, l'approvisionnement alimentaire ainsi que la restriction des échanges transfrontaliers et des voyages dans l'objectif de renforcer les mesures de distanciation sociale (UN Habitat, 2020 ; ILO, 2020). L'une des conséquences directes de ces mesures est que, nombreux ménages qui dépendent directement ou indirectement des filières agri-businesses, des services ainsi que des échanges transfrontaliers ont vu leur quotidien basculer. Dans la ville de Bukavu, à l'instar d'autres villes des pays en voie de développement, on y observe une recrudescence des activités économiques informelles, telles que la vente ambulante des produits agricoles inclus les poissons, les étalages improvisés des produits alimentaires sur les rues, l'érection des petites boutiques, des buvettes et des restaurants localement appelés « *malewa* » tout le long des routes et dans les quartiers résidentiels. Toutes ces initiatives constituent un choix, une alternative et une stratégie de survie pour nombreux ménages pauvres, dans une ville où le taux de chômage est au-delà de 22%. Les résultats d'enquêtes menées auprès des vendeurs ambulants dans nombreuses villes africaines, Kinshasa et Lubumbashi incluses (Mitullah, 2003, Iyenda, 2005, Kesonga *et al.*, 2016) à Bangkok (Narumol, 2006) et au Bangladesh (Shaiara *et al.*, 2015) concluent que les acteurs sont majoritairement des femmes moins qualifiées pour les emplois formels, ayant peu de ressources pour entreprendre les affaires prestigieuses mais , soucieuses d'améliorer les conditions socio-économiques précaires de leurs ménages. Cette étude s'est intéressée aux vendeurs-

détaillants des produits agricoles pour répondre à trois questions principales. (1) quel est leur profil socioéconomique ? (2) Comment allouent-ils leurs ressources pendant cette pandémie encours? (3) Comment la COVID-19 impacte-t-elle leur quotidien ainsi que leurs affaires ?. Nous émettons l’hypothèse que ces détaillants sont pauvres et se sentent affectés par la pandémie encours. Leurs ressources sont principalement consacrées aux dépenses alimentaires. L’objectif de ce travail est d’examiner la situation socio-économique et l’allocation des ressources au sein des ménages pauvres dans un contexte d’une crise sanitaire globale comme la COVID-19.

## 2. Milieu et méthodes

### 2.1. Brève description du milieu d’étude

Cette étude a été réalisée dans la ville de Bukavu localisable par les coordonnées 2°3'S et 28°5'E, au Sud- Kivu à l’est de la RD Congo. La ville s’étend sur 60 km<sup>2</sup> et est limitée du nord par le Lac Kivu et à l'ouest par la rivière Nyamuhinga qui constitue sa frontière avec le territoire de Kabare, et au sud par le groupement de Mudusa en territoire de Kabare et à l'est par la rivière Ruzizi. (Aleke, 2016 ; Neema *et al.*; 2018). La ville est subdivisée en 3 communes (Bagira, Ibanda et Kadutu) et est séparée du Rwanda par le lac Kivu, ainsi que par la rivière Ruzizi (Figure 2).

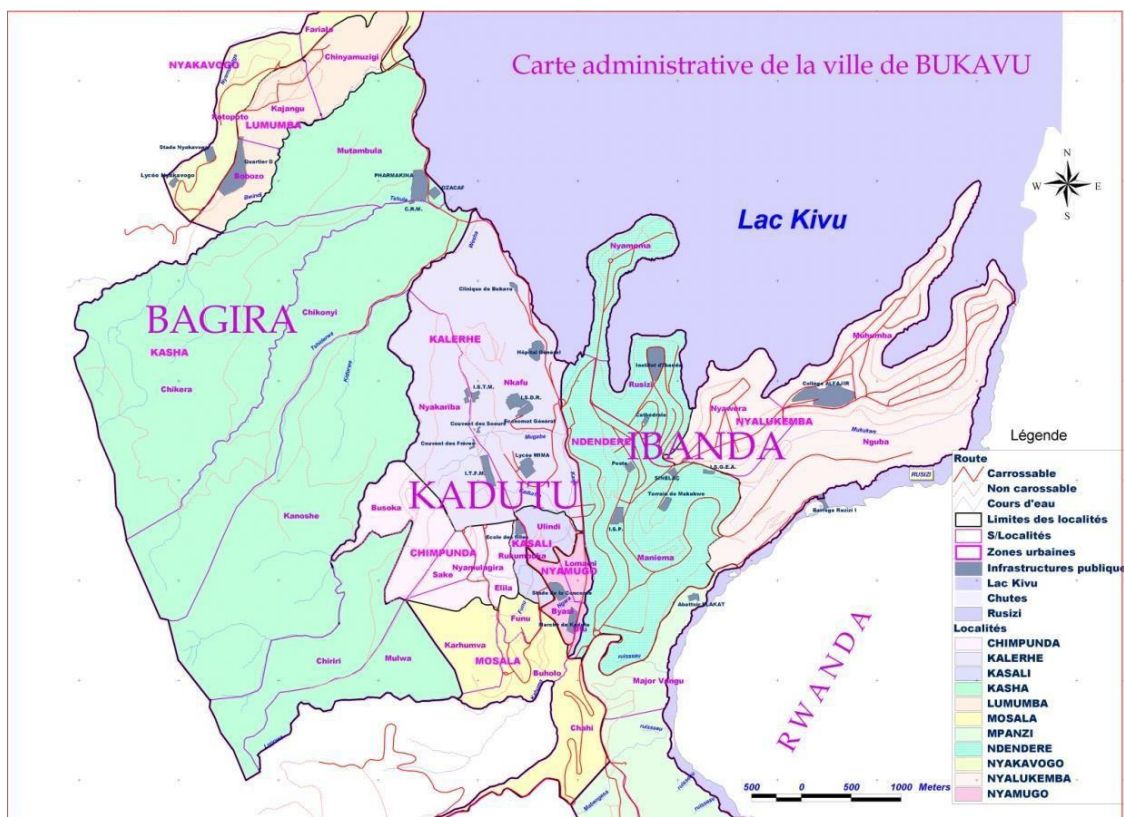


Figure 2. Carte administrative de la ville de Bukavu

Les échanges transfrontaliers entre la RD Congo et ses 9 voisins: la République Centre Africaine et le Soudan du Sud, à l’est l’Ouganda, le Ruanda, le Burundi et la Tanzanie, au sud la Zambie et l’Angola et à l’Ouest le Congo Brazza sont importants pour la survie des plusieurs acteurs (portefaix, agri-entrepreneurs, collecteurs de taxes, ménages, transporteurs). A ce qui concerne ces échanges transfrontaliers à l’est la RD Congo, Vwima (2014) révèle que les efforts de facilitation du commerce frontalier sont beaucoup plus observés au Rwanda qu’en RD Congo et au Burundi. La RDC a lancé des réformes visant améliorer le climat des affaires mais elle reste classée 184<sup>e</sup> sur 190 pays dans le rapport *Doing Business* 2019 sur la réglementation des affaires (Banque Mondiale, 2020) alors que le Rwanda occupe la 29<sup>ème</sup> place. Par ailleurs, l’absence d’infrastructures routières appropriées, surtout du côté de la RDC, constitue également une entrave à la croissance du commerce sur l’espace Économique des Pays des Grands. Alors que la demande alimentaire ne cesse de galoper à Bukavu, subséquente à l’augmentation annuelle de la population (28000 à 30000 nouveaux citoyens chaque année (Aleke, 2016)), les infrastructures actuelles de base telles que les écoles publiques, les routes, les structures de REGIDESO (eau) et de la SNEL(électricité) ainsi que des hôpitaux ne peuvent plus répondre adéquatement aux besoins de la population. Nombreux de ces nouveaux arrivants en ville proviennent des milieux ruraux ou des zones en proie des conflits sociaux et ethniques entretenus par les groupes

armés. L'étude de Mushagalusa *et al.* (2015) a montré que la majorité des populations provenant des milieux ruraux trouvent peu d'opportunités d'emploi en milieu urbain, ce qui les amène à continuer leurs travaux de routine même étant en ville (artisanat, agriculture, vente des récoltes) pour subvenir aux besoins de leurs ménages. A Bukavu, les vendeurs détaillants sont repérés presque sur toutes les rues de la ville, des quartiers résidentiels et d'autres aux marchés (Figure 3).

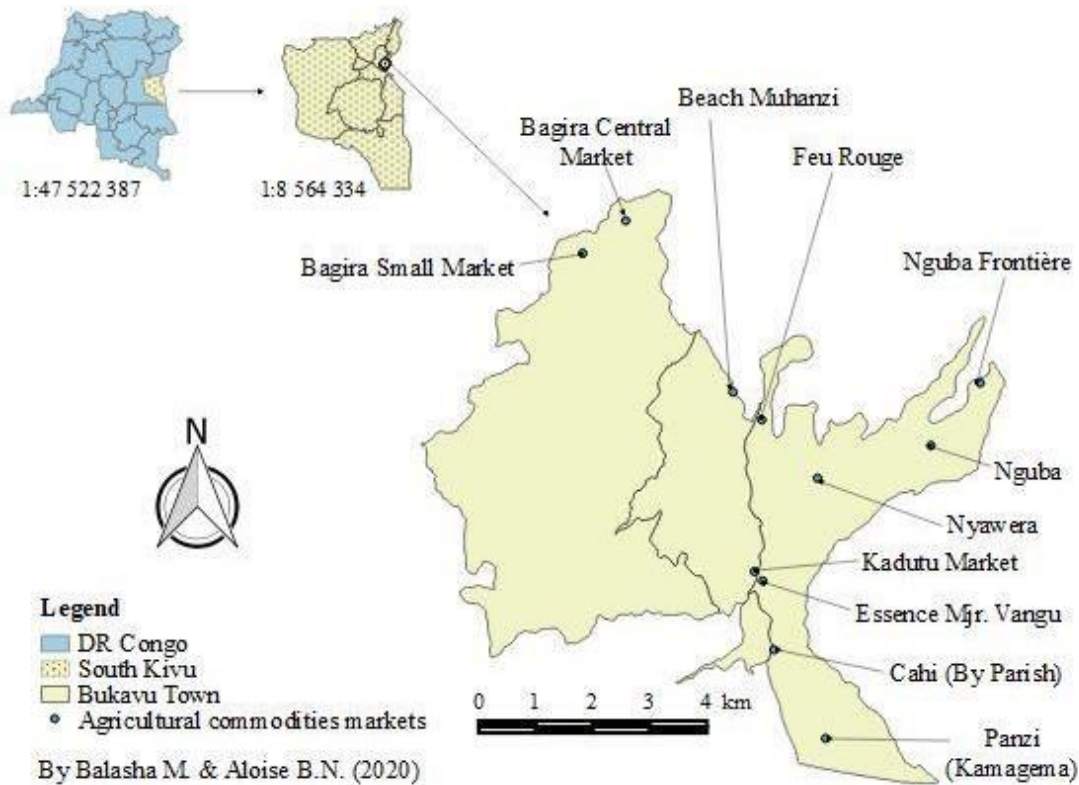


Figure 3. La ville de Bukavu et ses différents points de vente des produits agricoles.

## 2.2. Collecte et analyse des données

Selon Iyenda (2005), les activités économiques informelles comprennent la production et le commerce de biens et de services en dehors de toutes les réglementations et les dispositions légales commerciales et économiques (c'est-à-dire pas de licence, pas d'assurance, pas de salaire minimum, pas de normes de santé et de sécurité). Dans ce commerce informel, nombreux vendeurs étalent leurs marchandises sur le trottoir, sur les étalages fixes et dans la plupart des cas, ils parcourent les rues avec leurs marchandises sur les têtes. Les données utilisées dans cet article ont été collectées auprès de 93 détaillants ambulants des produits agricoles au mois de mai et juin 2020. Les enquêtés ont été rencontrés à Panzi, Nyawera, Nguba, Brasserie, Kadutu, Buholo, Chimpunda, Chai, Essence et Bagira à partir de 15 heures de l'après-midi jusqu'à 19 heures 30'. Le choix porté aux vendeurs des produits agricoles s'explique par leur contribution à approvisionner la ville pendant le confinement mais aussi par leur rôle crucial joué pour nourrir leurs familles à cette période de COVID-19 où nombreux membres des manages ont perdu de l'emploi ou confinés à l'extérieur de leurs toits. Pour collecter les données, nous avons utilisé un questionnaire préétabli pour guider nos entretiens avec des vendeurs. L'entretien durait au tour de 15 minutes par enquêté. Les informations principales du questionnaire étaient entre autres (1) la description du profil socio-économique du vendeur (sexe, âge, résidence, capital investi, gains journaliers, le temps presté par jour), (2) l'allocation des ressources (gains); (3) la perception d'impacts du COVID-19 sur le quotidien et sur les affaires de l'enquêté. Au cours de cette enquête, 16 vendeurs étaient réticents à répondre à nos questions et surtout lorsqu'il s'agissait de déclarer leurs chiffres d'affaires ou leurs gains journaliers. Cela nous a paru logique pour deux raisons: l'insécurité sociale à Bukavu a diminué le niveau de confiance au sein de la population (2) une bonne partie de ces vendeurs a déclaré que des policiers en civil et collecteurs d'impôts se dissimulent en chercheurs ou en acheteurs pour les extorquer. Nous avons exclu les individus réticents de l'évaluation du capital et des gains. Pour analyser les données, les calculs des fréquences et des pourcentages ont été effectués et les résultats sont présentés sous forme de tableaux et des graphiques. Etant donné que le taux de change est instable en RD Congo, nous avons utilisé le taux de change de la période où nous avons collecté les données où 1 USD = 1900 CDF (francs congolais).



### 3. Résultats et Discussion

#### 3.1. Profil socio-économique des vendeurs détaillants

Il ressort du tableau 1 que les vendeurs ambulants des produits agricoles sont principalement des femmes (83%) et peu d'hommes (17%). Une large proportion (46%) regroupe des vendeurs dont l'âge est compris entre 16 et 29 ans alors que dans le deuxième groupe (40%), l'âge varie de 30-44 ans. Ces vendeurs viennent des ménages relativement larges où plus 48% d'eux vivent dans les manages de 6 à 10 personnes. Nombreux de ces ambulants (60%) habitent les entités urbaines défavorisées (Panzi, Chimpunda, Brasserie, Buholo, Chidasa) et des milieux ruraux (40%) et 2 /3 d'eux ont déclaré être appuyés financièrement par leurs conjoints ou un membre de leurs ménages.

Table 1. *Profil socio-économique des vendeurs ambulants des produits agricoles*

Paramètres	Catégorie	Fréquence	Pourcentage
Genre	Femme	74	83.0
	Homme	16	17.0
Tranche d' âge	16-29	43	46.0
	30-44	37	40.0
	45-65	13	14.0
Taille des ménages	1-5	32	34.4
	6-10	45	48.4
	≥11	14	15.1
Residence du vendeur	Rural	37	40.0
	Urbain	56	60.0
Appuyés par le conjoint ou membre du ménage	Oui	64	69.0
	Non	29	31.0

Ces résultats du tableau 1 confirment plusieurs d'autres études menées dans les villes Africaines (Mitullah, 2003 ; Muyanja *et al.*, 2011 ; Tebello and Tshediso, 2020). Toutes ces études ont montré que les femmes étaient plus nombreuses dans les activités informelles. La proportion élevée des femmes s'explique par plusieurs raisons entre autres : (1) nombreuses ont très peu de ressources et accèdent difficilement aux crédits pour monter des affaires prestigieuses (Mitullah, 2003), (2) elles ont moins d'opportunités économiques en ville comme en milieu rural. Ceci est dû aux préjugés sociétaux qui tendent à discriminer la femme dans la prise de décision et de la gestion du patrimoine familial (Balasha et Nkulu, 2020), (2) outre l'abandon précoce des études à cause de la pauvreté, l'accès difficile et limité des femmes à l'éducation supérieure ne leur permet pas d'accueillir des compétences et des qualifications professionnelles suffisantes (Mitullah, 2003; Iyenda, 2005). Les résultats indiquent, en outre, que certains de ces détaillants sont aussi agriculteurs, ce qui peut laisser penser au rôle de l'agriculture familiale où la femme joue un rôle clé dans la production et la vente des récoltes (Balasha et Nkulu, 2020<sup>a</sup>). Pour nombreuses familles à Bukavu, les femmes sont devenues les seules pourvoyeuses de la nourriture grâce à leurs activités économiques informelles ou l'agriculture familiale. Cela peut justifier l'appui qu'elles reçoivent de leurs conjoints ou membres de famille, pour qu'elles continuent à jouer le rôle permanent des mères nourricières. L'enquêtée n° 25 explique : « *Mon mari travaille à Misisi, il y reste chaque fois pour 4 mois, à son départ, il m'a laissé peu d'argent (50 USD) pour monter une affaire afin de nourrir nos 3 enfants* ». S'il est admis que la pauvreté touche plus des femmes que des hommes (Moumami, 2010 ; IJICA, 2017), ces dernières ont même indiqué que l'accès au capital, par voie de crédit auprès des structures de microfinance est très compliqué. Une enquêtée a expliqué « *aucune structure ne peut vous donner crédit si vous n'avez rien à hypothéquer ou accepter de payer les intérêts très élevés* ». Ces vendeurs travaillent avec des capitaux dérisoires, variables selon le genre et le milieu de provenance (Figure 4). Pour les hommes du milieu urbain, ce capital varie entre 2 à 120 USD, avec une moyenne de 39.2 USD alors qu'en milieu rural, ce capital est presque 6 fois inférieurs (7 USD en moyenne pour les hommes) et presque 3 fois inférieur pour les femmes rurales et urbaines (~16 USD en moyenne). Précisons que, les hommes du milieu rural sont peu intéressés de la vente des produits agricoles au détail, à l'exception de la canne à sucre et parfois des bananes de table. Nous observons qu'il n'y a pas de différences significatives, ni de variabilités importantes entre le capital des vendeuses issues du milieu rural et urbain. Narumol (2006) a montré également que les vendeurs ambulants de Bangkok travaillent avec des ressources dérisoires. A Kinshasa Iyenda (2005) a rapporté que nombreux vendeurs ambulants démarrent leurs affaires avec un simple capital compris entre 10 et 50 USD. Les profondes disparités observées entre les hommes et femmes quant à l'accès à ce capital corroborent des études de la Banque Mondiale qui ont démontré que les inégalités entre les ménages congolais sont fortes. L'indice de Gini atteint 38 % au niveau national, 40 % au niveau urbain contre 36% au milieu rural (Moumami, 2010).

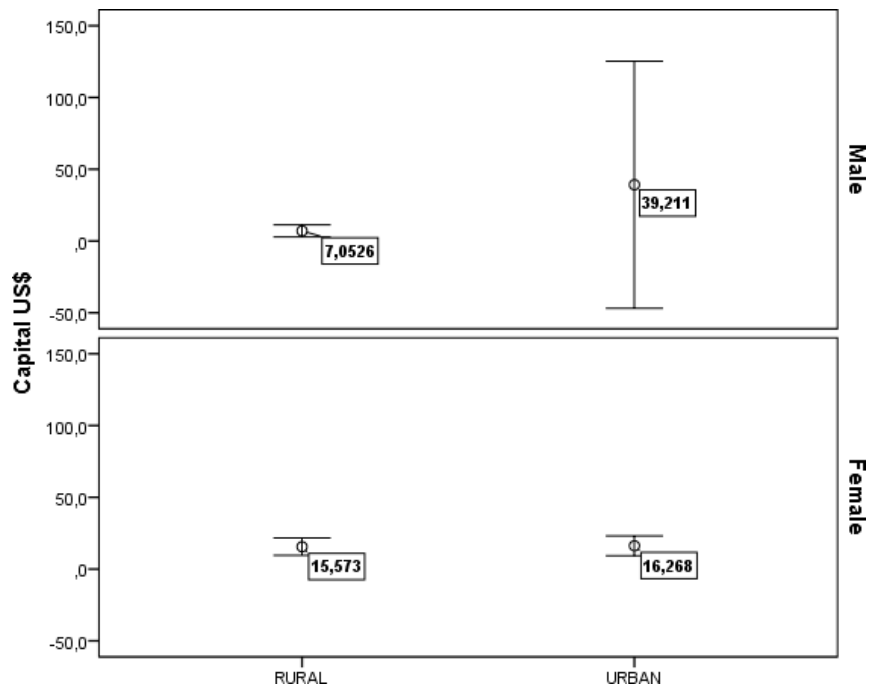


Figure 4. Genre et capital initial investi dans la vente des produits agricoles

### 3.2. Temps du travail, produits alimentaires vendus et gains réalisés

Ils vendent différents produits alimentaires (Figure 5) dont les principaux sont des fruits et des légumes (66,7%), du poisson, de la pomme de terre ainsi que du haricot (12%) et des épices (4%) ainsi que de l’huile de palme(8%). Ils travaillent des longues heures par jour, allant d’une heure à plus de 13 heures pour écouler leurs marchandises comme illustré à la figure 6. Shaiara *et al.* (2015) ont trouvé au Bangladesh que nombreux marchands ambulants vendaient des légumes et des fruits. Le même constat a été fait par Balasha *et al.*(2015<sup>b</sup>) et Kesonga *et al.* (2016) à Lubumbashi, où nombreux ménages vendent au détail les légumes pour en tirer revenus.

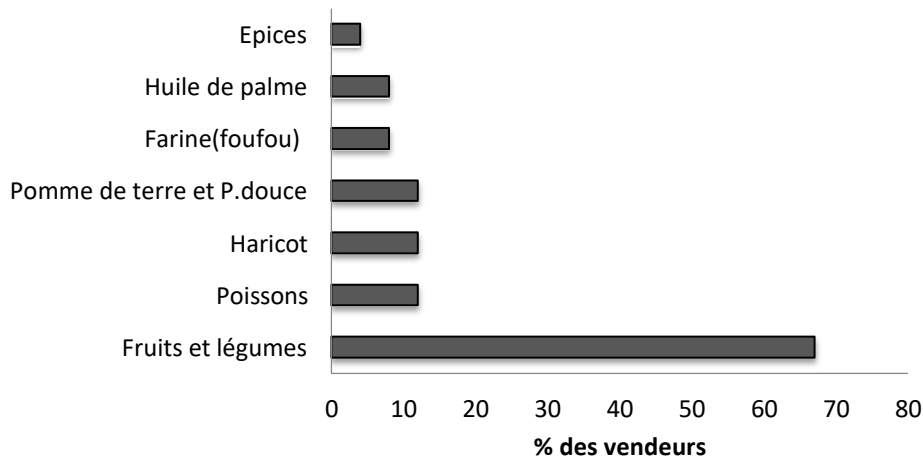


Figure 5. Distribution des produits agricoles vendus par les ambulants

Une large proportion (43%) des vendeurs travaillent entre 9 à 12 heures par jours, 26% d'autres entre 6 à 8 heures et 17% entre une heure à cinq heures alors que 14% confirment passer plus de 13 heures sur les rues entrain de vendre. Iyenda (2005) a trouvé aussi que les marchands ambulants dans la ville de Kinshasa travaillent plus de 12 heures par jour. A Panzi, l'enquête No 12 explique : « *Je me reveuille très tôt (6 heures), je pars chercher la marchandise, à 11 heures, je dois être au marché Kamagema. Ma fille vient me relever vers 18heures quand je vais apprêter le repas pour la famille* ».A Lubumbashi, Kesonga *et al.* (2015) ont même indiqué que ces marchands ambulants préfèrent vendre dans les heures vespérales et quittent les rues trop tard.

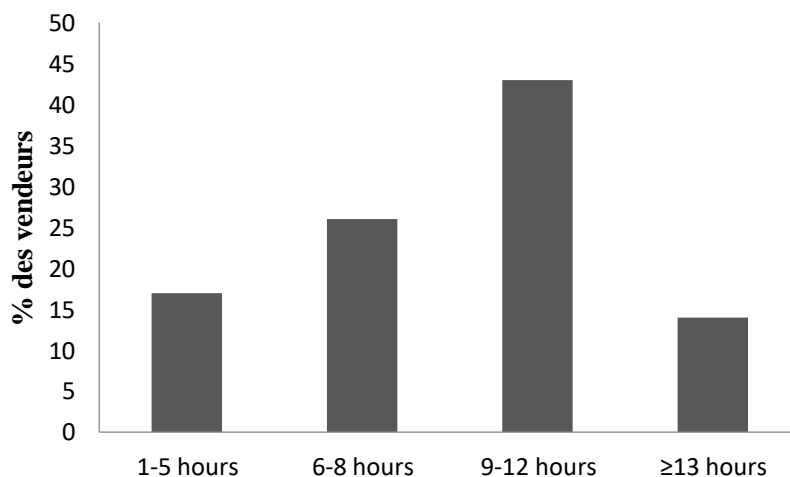


Figure 6. Distribution des vendeurs selon les tranches d'heures du travail

Les gains journaliers réalisés par ces vendeurs sont insignifiants pour répondre aux besoins croissants des ménages (figure 7). Une large partie des vendeurs (54%) gagne moins de 1,90 USD, 35% d'autres gagnent entre 2 et 4 USD alors que près de 4% confirment gagner plus de 10 USD par jour. Une enquête menée dans le district urbain de Gweru en Zambie indique que les marchands ambulants gagnaient entre 1 et 2 US \$ par jour (Chinyakata, 2010). Plus de la moitié des vendeurs interrogés gagnent les revenus journaliers deux fois inférieures au salaire minimum légal en RD Congo (7.075 CDF soit 3,7USD) sensé être d'application à partir du 1er juillet 2019 (FEC, 2018). Les gains journaliers réalisés par les vendeurs confirment aussi le rapport de la Banque mondiale(2020) qui atteste que nombreux congolais vivent avec moins de 1.90 USD, considérés comme seuil global de la pauvreté.

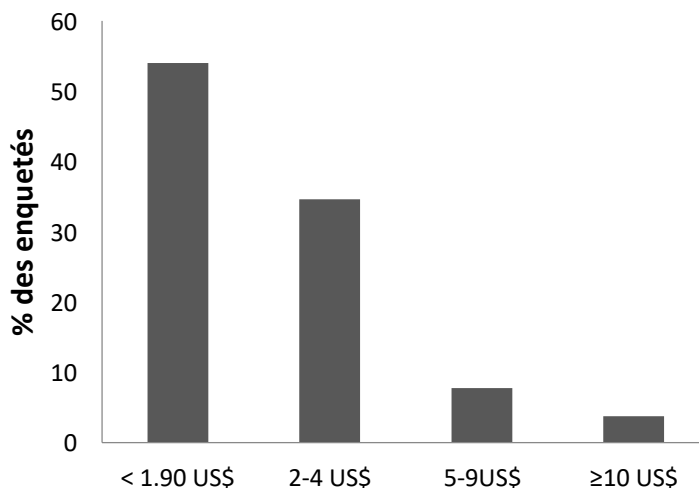


Figure 7. Répartition des vendeurs les gains journaliers

### 3.2. Allocation des ressources au sein des ménages des vendeurs

La *figure 8* montre la manière dont les vendeurs affectent leurs ressources. Presque tous les enquêtés (81 %) consacrent leurs gains journaliers à l'achat des aliments pour nourrir leurs ménages, alors qu'une petite poignée de 25% réalise des épargnes et d'autres (30%) affectent leurs profits à l'achat des médicaments et le remboursement des dettes contractées par les ménages mais aussi assister des familiers (22% de cas). Les enquêtées disaient « *tout ce qu'on gagne ne sert qu'à acheter la nourriture et les revenus des hommes payent les loyers, dans cette ville, hommes et femmes s'entraident pour y survivre* » Balasha et al.(2015<sup>c</sup>) ont montré que dans la structure des dépenses, les ménages pauvres privilégient le poste alimentaire. Ulimwengu et al.(2013) ont précisé que le coût alimentaire couvre seul 67% des dépenses des ménages pauvres. Les dépenses alimentaires comprennent tous les coûts consacrés au panier de la ménagère pour nourrir tous les membres du ménage (Balasha et al., 2015<sup>c</sup> ; Tshomba et al., 2020).

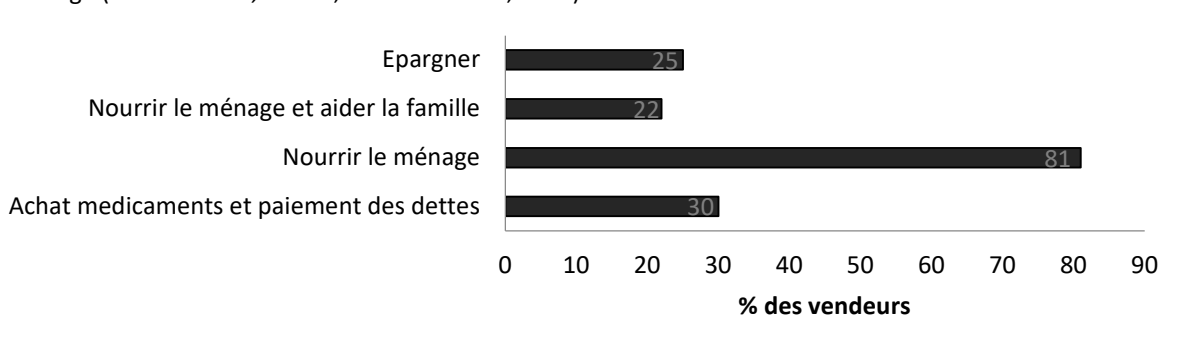


Figure 8. Distribution des vendeurs selon l'allocation des gains

### 3.3. Impact du COVID-19 sur les affaires et la vie quotidienne des enquêtés

Les vendeurs ont rapporté que la pandémie COVID-19 a impacté profondément leur quotidien et leurs affaires (Figure 9). La majorité des vendeurs (72%) ont constaté la hausse des prix et la rareté de certaines denrées alimentaires sur les marchés, 60% d'autres ont noté l'instabilité du taux de change alors que plus de 19% ont indiqué que leurs conjoints ou l'un des membres de famille ont perdu de l'emploi et sont confinés en dehors de la ville. Les enquêtés expliquaient en ces mots « *Depuis que cette maladie a été annoncée ici chez-nous, les modes de vie ont changé, l'argent n'est plus en circulation, le taux de change varie régulièrement et les prix des aliments ont presque doublé* ». La COVID-19 a causé d'impacts sanitaires, économiques au niveau mondial et des impacts négatifs psycho-sociaux dans toutes les couches de la population (Dubey et al., 2020). Cette pandémie a exacerbé la pauvreté et les inégalités sociales (Balasha et al., 2020), elle a affecté négativement aussi nombreux secteurs tels que la production agricole, l'approvisionnement alimentaire ainsi que les échanges internationaux (Gruszczynski, 2020; ILO, 2020). A cette période de la pandémie, 9% des vendeurs ont remarqué la montée des tracasseries policières dans la ville. Bien que pendant cette période, les éléments de la police aient reçu des autorités publiques la mission d'imposer et de surveiller le port des masques, nombreuses études antérieures avaient rapporté les cas des tracasseries policières à l'endroit des marchands ambulants (Mitullah, 2003 ; Kesonga et al., 2016). Une marchande trouvée à Nyawera explique « *les policiers nous ont toujours déguerpis d'ici, mais nous savons déjà comment faire nos arrangements, ce dernier temps, ils passent chaque heure contrôler le port du cache-nez et n'hésitent pas de taxer une amande de 5 000 à 15 000 francs congolais, si vous avez oublié de le porter* ».



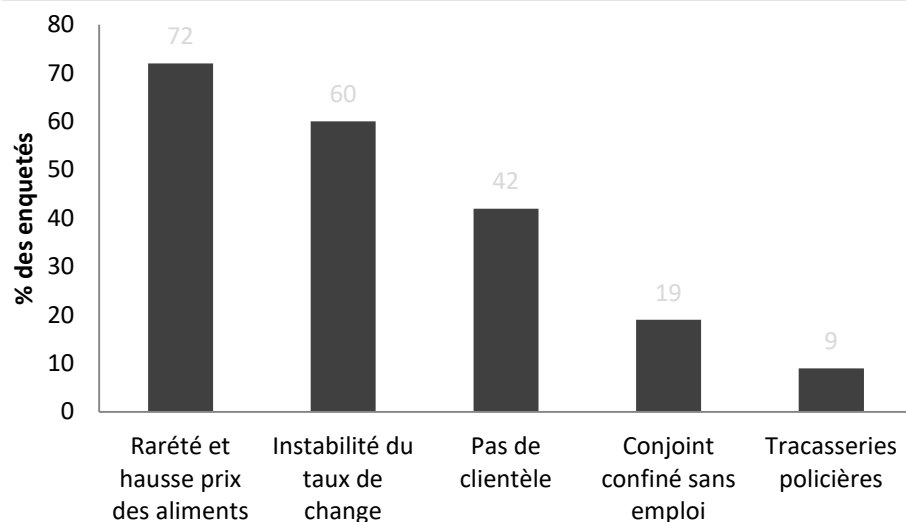


Figure 9. Impact du COVID-19 sur les affaires et la vie quotidienne des vendeurs enquêtés

Tous ces impacts perçus, en combinaison avec d'autres facteurs sociétaux et environnementaux vont agir conjointement pour exacerber les stressés et la situation socio-économique des ménages pauvres déjà fragilisés.

#### 4. Conclusion

L'objectif de ce travail était d'examiner la situation socio-économique et l'allocation des ressources au sein des ménages pauvres en cette période de COVID-19. La revue de littérature et l'enquête sur terrain ont permis de comprendre que, la lutte contre la pauvreté donne lieu aux diverses initiatives informelles, qui constituent un choix et une stratégie de survie pour nombreux ménages démunis. À Bukavu, l'une de ces initiatives, c'est la vente ambulante des produits agricoles, une activité dominée par les femmes. Celles-ci travaillent avec un capital dérisoire de 16\$ et gagnent moins de 2\$ par jour après de longues heures (9 à 12 heures) sur les rues entrain de vendre. Leurs ressources sont prioritairement affectées au poste alimentaire mais, leurs gains insignifiants ne leur permettent pas de manger adéquatement, ni vivre décemment, dans une ville où la COVID-19, la fermeture des frontières (Rwanda-RD Congo- Burundi) ainsi que la dépréciation de la monnaie locale, subséquente à la volatilité du taux de change, ont sérieusement impacté les prix des biens de première nécessité. Cette situation se pose avec acuité dans les ménages qui ne dépendent que de seules ressources d'un seul membre actif du ménage. Pour réduire la vulnérabilité de ces ménages, il est d'intérêt de promouvoir des secteurs pro-pauvres (agriculture, artisanat par exemple) dont la structuration des filières permettra la création d'emplois et des richesses, et cela renforcera la résilience des ménages pauvres aux chocs exogènes. Le rétablissement de la sécurité dans les zones en conflits et particulièrement dans les milieux ruraux, réduira l'exode rural et cela limitera à long terme le nombre des pauvres en ville. Au stade actuel, les pouvoirs publics ne peuvent que règlementer et sécuriser les initiatives actuelles de la population, particulièrement celles de ces ménages pauvres qui militent au quotidien pour leur auto prise en charge de manière honnête.

#### Résumé

Une enquête a été conduite dans la ville de Bukavu, à l'est de la RD Congo pour examiner la situation socio-économique des vendeurs détaillants des produits agricoles et l'impact de la pandémie COVID-19 sur leur quotidien ainsi que sur leurs affaires. Les résultats montrent que les vendeurs sont en majorité des femmes (83%) et travaillent avec un capital dérisoire variant entre 2 et 120 dollars américains et ce capital met en évidence des inégalités urbano-rurales liées à l'accès aux ressources entre les hommes et les femmes. Plus de 43% de ces vendeurs travaillent 9 à 12 heures par et 54% d'eux gagnent moins de 1,90 USD par jour, une somme insignifiante pour répondre aux besoins de leurs ménages, dans une ville où le coût de vie est devenu cher et exacerbé par la dépréciation du franc congolais face aux devises étrangères. Leurs gains journaliers sont principalement affectés aux dépenses alimentaires (81%) et le remboursement des dettes contractées par les ménages (30%). La plupart des enquêtés estime que la pandémie a compliqué leur quotidien en influençant le taux de change (60%), la hausse des prix des denrées alimentaires (72%) et la montée des tracasseries policières (9%). Ces résultats devraient en réalité, interpeller le pouvoir public qui se rendra compte que l'analyse, parfois partisane, faite par des acteurs politiques de la croissance économique masque encore de profondes disparités et de la misère au sein de la société.

**Mots-clés:** Pauvreté, Vendeurs Ambulants, COVID-19, Produits Agricoles, Bukavu

#### Conflicts of Interest

The authors declare no conflicts of interest regarding the publication of this paper.

## Références

- [1] Aleke, L. (2016). Evaluation des charges polluantes (domestiques et industrielles) arrivant au lac Kivu dans la ville de Bukavu, RD. Congo, thèse de doctorat, université de Liège et campus d'Arlon, 240 p.
- [2] Barlow, S., Zike, C., Gavin, F., Furaha, B., Brandon P., et al. (2015). Prevalence of child malnutrition in north Kivu, DRC; evidence from Bunkuya parish. *The Development journal of the south*, 1(1), 25-42.
- [3] Chinyakata E. (2010). Street vending as a panacea to women empowerment in Gweru urban district, master thesis, Midland State University, Zambia 150 p.
- [4] Balasha, M., Nkulu, J. (2020a). Déterminants d'adoption des techniques de production et protection intégrées pour un maraîchage durable à Lubumbashi, République démocratique du Congo. *Cahiers Agricultures.*, 29, 13. <https://doi.org/10.1051/cagri/2020012>
- [5] Balasha, M., Birindwa, V. P., Byamungu, B. F., Kirongozi, S. & Mujinga, K. M. (2015b). Marketing of cabbages in Lubumbashi: actors, profitability and constraints, *International Journal of Innovation and Scientific Research*, 15(1), 95-101.
- [6] Balasha M., J. Tshomba, M. Assani et J. Nkulu (2015c). Insécurité alimentaire dans les ménages agricoles de Kipushi (R.D. Congo): Une appréhension en termes de dépenses monétaires, *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 10, 1144-11494.
- [7] Balasha M., Hwali M., Kesonga N., et al. 2020. Understanding the Roles of Street Vendors of Agricultural Commodities during the COVID-19 Outbreak in the Informal Economy, *in press, Open Journal of Social Sciences*
- [8] Dubey S, Biswas B, Ritwik G et al, 2020. Psychosocial impact of COVID-19, *Diabetes & Metabolic Syndrome: Clinical Research & Reviews* 14, 779-788
- [9] FEC (2018). Le salaire minimum interprofessionnel garanti en application en république démocratique du Congo, veille juridique en entreprise, N°007/DJSF/2018
- [10] Gruszczynski L. (2020). The COVID-19 Pandemic and International Trade: Temporary Turbulence or Paradigm Shift? *European Journal of Risk Regulation*, 1-6.
- [11] ILO (2020). COVID-19 and the impact on agriculture and food security, International Labour Organization, Geneva. [www.ilo.org/sector/Resources/publications/WCMS\\_742023/](http://www.ilo.org/sector/Resources/publications/WCMS_742023/)
- [12] Iyenda, G. (2005). Street enterprises, urban livelihoods and poverty in Kinshasa. *Environment & Urbanization*, 17(2), 56-66.
- [13] JICA (2017). Country Gender Profile Democratic Republic of the Congo Final Report, 53P.
- [14] Kandala, N., Tumwaka, P. and Emina J., et al. (2011). Malnutrition among children under the age of five in the Democratic Republic of Congo (DRC): does geographic location matter? *BMC Public Health* 11:261.
- [15] Kasongo, N. and Titend Y. (2020). Les pratiques du mix marketing et le développement durable en République Démocratique du Congo : Du marketing classique au marketing sociétal, *International Journal of Multidisciplinary and Current Research*, 8, 501-508.
- [16] Kesonga, N.M, Kirongozi, S, Tshomba, K. J, Kilemba, M. B, Nkulu, M.L, & Nkulu, F.J. (2016) Commercialisation nocturne des produits agricoles au centre-ville de Lubumbashi : Acteurs, rentabilité, Contraintes et Perspectives. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 14, 1066-1074.
- [17] Lebailly, P. and Muteba D. (2011). Characteristics of Urban Food insecurity: The Case of Kinshasa, *African Review of Economics and Finance*, (3)1:55-68.
- [18] Linard Catherine a,b, Chiara Altarec, Debarati Guha Sapirc Estimating the number of malnourished children in the Democratic Republic of the Congo: potential from the AfriPop and CEDAT databases, 9p.
- [19] Mitullah, W. (2003). Street vending in African cities: a synthesis of empirical findings from Kenya, Cote D'Ivoire, Ghana, Zimbabwe, Uganda and South Africa. Background Paper prepared for the 2005 World Development Report.
- [20] Moumami, Ahmed (2010), Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo, Working Papers Series N° 112, African Development Bank, Tunis, Tunisia.
- [21] Mushagalusa, B., Birindwa, V., Muyambo, M., Kasanda, M., and Nkulu, J. (2015). Production des cultures maraichères à Lubumbashi : analyse comparative de la rentabilité de chou pommé et chou de chine, *International Journal of Innovation and Scientific Research* 14, 55-61.
- [22] Narumol, N. (2006). Fighting Poverty from the Street: A Survey of Street Food Vendors in Bangkok, International Labour office.
- [23] Neema, C. and Lebailly, P. (2018). New Urban Consumption Patterns and Local Agriculture : Application to the Bukavu HORECA Sector (RDC), Université de Liège, 13p.
- [24] Ulimwengu J., C. Roberts, J. Randriamamonjy (2013). Curbing Food Nutrient Deficiency: A Search for Cost Effective Diets "Revue d'intelligence stratégique et des relations internationales", 6, 121-138.
- [25] Shaiara, H., Shanjida, Y. and Shahidul, M.D. (2015). Assessment of the Socioeconomic Aspects of Street Vendors in Dhaka City: Evidence from Bangladesh, *Asian Social Science*; 11(26), 1-9, doi:10.5539/ass.v11n26p1.
- [26] Tshomba, K., Nkulu, M. Kalambaie, M. (2020). Analyse de la dépendance alimentaire aux importations des ménages dans trois communes de la ville de Lubumbashi, RDC, *International Journal of Multidisciplinary and Current Research*, 8, 388-396.
- [27] UN HABITAT (2020). COVID-19: Socioeconomic Impact on Africa -Health, Economy and Planning. <https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/04/2020apr07>
- [28] Vwima, N. (2014). Le rôle du commerce frontalier des produits alimentaires avec le Rwanda dans l'approvisionnement des ménages de la ville de Bukavu (province du Sud-Kivu), thèse de doctorat, université de Liège, Belgique, 167p.
- [29] Weijs, B., D. Hilhorst et A. Ferf, 2012, Livelihoods, basic services and social protection in Democratic Republic of the Congo, Working Paper 2. [www.odi.org.uk/slr](http://www.odi.org.uk/slr).
- [30] World Bank. (2012). Resilience of an African Giant: Boosting Growth and Development in the Democratic Republic of Congo, 310
- [31] World Bank. (2020). The world bank in the Democratic Republic of Congo <https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview>.